



Afrobarometer Briefing Paper No. 79

January 2010

« LES OPINIONS DES BURKINABE SUR LA CHEFFERIE TRADITIONNELLE »

Introduction

L'objectif de ce bulletin est d'analyser les opinions des citoyens burkinabè sur les chefs coutumiers. Plus précisément, nous demandons si les citoyens burkinabè veulent que les pouvoirs de leurs chefs traditionnels soient augmenter et si les chefs devraient être impliqués dans la politique partisane et d'être payés un salaire par la gouvernement pour faire leur travail. Selon les résultats de cette enquête, il apparaît que la confiance de la population envers l'institution traditionnelle est plus grande que la confiance envers les institutions modernes. La majorité des répondants pense que l'influence des chefs traditionnels dans la gouvernance locale devrait s'augmenter. Cependant, une majorité des répondants pense que ces derniers doivent représenter toutes leurs populations à égalité et non s'affilier à un parti politique. Pour la majorité, les chefs traditionnels, en raison des services rendus à la communauté, devraient être rémunérés par le Gouvernement. C'est en particulier aux niveaux de la résolution des conflits locaux et de la distribution des terres que les responsabilités des chefs coutumiers sont le plus souligné par les enquêtés.

Sources de données et rappel méthodologique

Ce document utilise les données de l'enquête Afrobaromètre *Round 4* au Burkina Faso, qui a été conduite en 2008. L'Afrobaromètre est un réseau regroupant une vingtaine de pays africains et qui mène des recherches sur les comportements publics face aux problèmes économiques, politiques et sociaux en Afrique sub-saharienne. Les enquêtes du réseau consistent à recueillir les points de vue des citoyens ordinaires sur la gouvernance, la démocratie, la réforme économique, la société civile et la qualité de vie dans leurs pays respectifs.

L'édition 2008 (*Round 4*¹) des enquêtes Afrobaromètre au Burkina Faso a été réalisée sur un échantillon aléatoire de 1200 individus ayant plus de 18 ans et répartis dans les treize régions du pays. Les interviews sont menées en face-à-face dans la langue parlée par l'interviewé. À l'image de la population burkinabè, la base de données Afrobaromètre reflète une proportion plus importante d'individus dans le milieu rural (74%) par rapport au milieu urbain (27%). Cette base de données indique aussi une forte proportion d'individus n'ayant pas reçu un enseignement

¹ Les enquêtes Afrobaromètre sont à leur quatrième édition (round 4) ; cependant le Burkina Faso a intégré le réseau lors de cette édition et est donc à sa première participation.

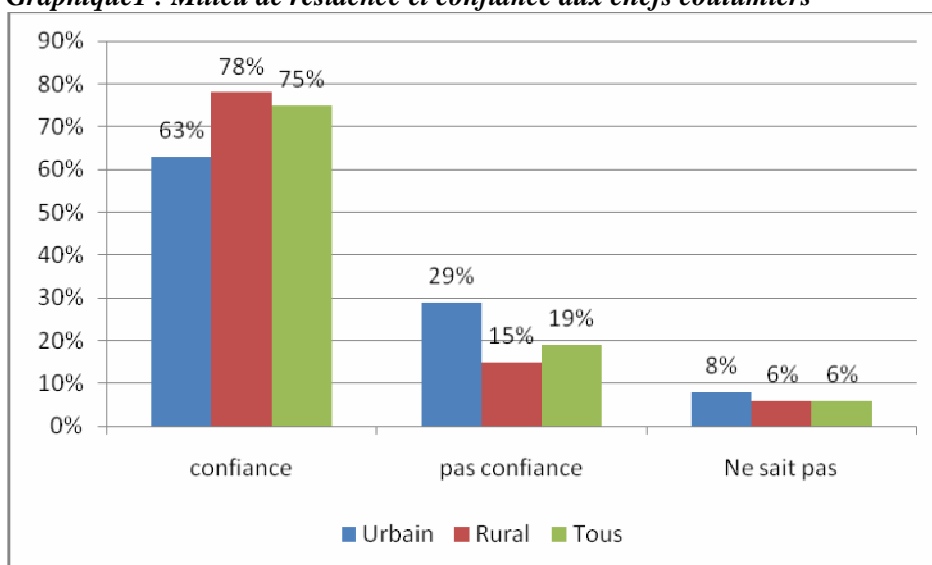
formel ou ayant reçu un enseignement informel (62%), très peu (3%) ont un niveau universitaire et le reste s'est limité au primaire (18%) et au secondaire (18%).

Présentation des résultats

Confiance aux chefs coutumiers

Les chefs coutumiers occupent une place très importante dans la vie des Burkinabé. Aux yeux de ceux-ci, l'institution traditionnelle qu'ils représentent est la plus crédible par rapport aux institutions modernes. Les résultats montrent que 75% des enquêtés font confiance aux chefs coutumiers contre un pourcentage moindre pour les institutions modernes². En analysant les opinions des répondants sur leur confiance aux chefs coutumiers, on constate que les opinions positives sont sensiblement identiques par les hommes (75%) et les femmes (75%). Bien que les ruraux font davantage confiance aux chefs traditionnels que les citadins. En effet, 78% des répondants en campagne ou plus de 3 personnes interrogées sur 4, ont confiance en l'autorité coutumière contre 63% pour les répondants en ville qui ont confiance (voir graphique 1) :

Graphique 1 : Milieu de résidence et confiance aux chefs coutumiers

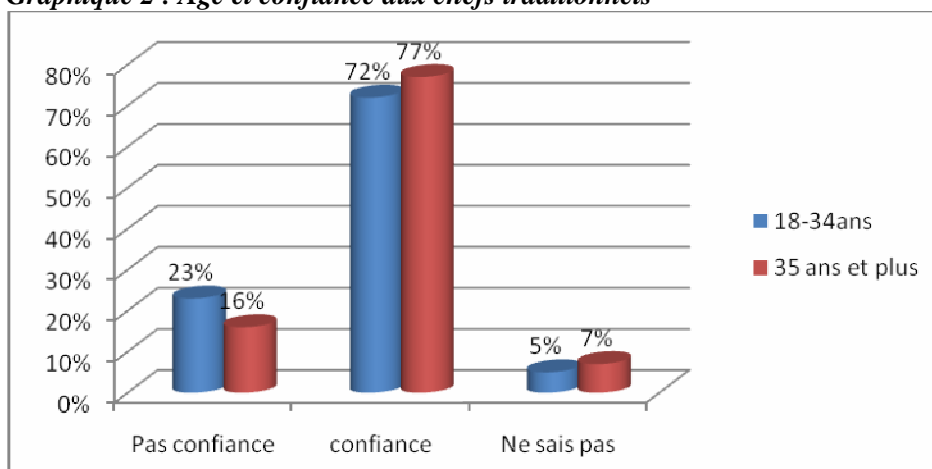


Source : Enquête Afrobaromètre, Round 4, Burkina 2008

Généralement le niveau de confiance aux chefs coutumiers est élevé mais un peu contrasté entre jeunes et moins jeunes. Les individus de 35 ans et plus semblent avoir un peu plus confiance que les jeunes de moins de 35 ans, aux chefs coutumiers. 77% des répondants de 35 ans et plus font confiance tandis que 72% seulement des jeunes font confiance (Graphique 2) :

² Pour ce qui concerne les institutions modernes, le président du Faso est l'institution à laquelle les burkinabé ont plus confiance avec un pourcentage de 74%.

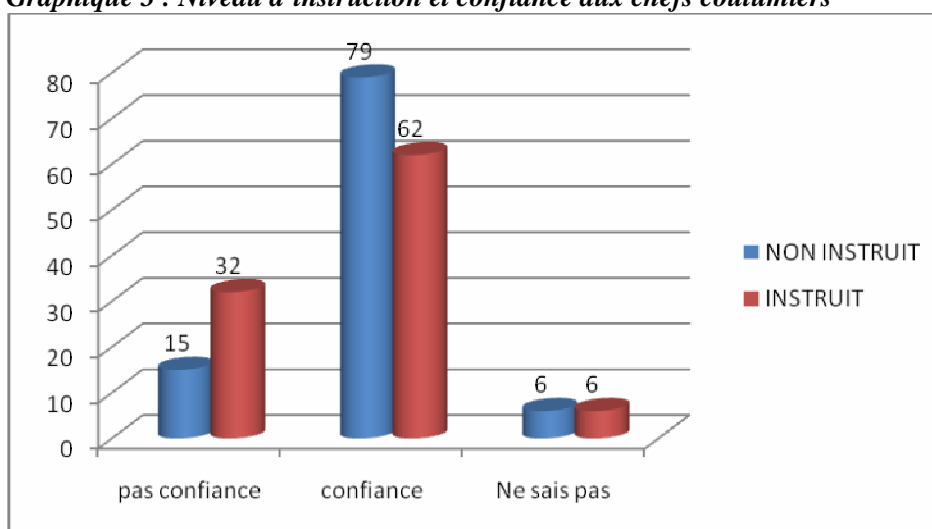
Graphique 2 : Age et confiance aux chefs traditionnels



Source : Enquête Afrobaromètre, Round 4, Burkina 2008

Parmi les citoyens burkinabè qui font confiance aux chefs traditionnels, force est de constater que ce sont les non instruits³ qui leur font le plus confiance (79%) par rapport aux instruits⁴ (62%) (Voir graphique 3).

Graphique 3 : Niveau d'instruction et confiance aux chefs coutumiers



Source : Enquête Afrobaromètre, Round 4, Burkina 2008

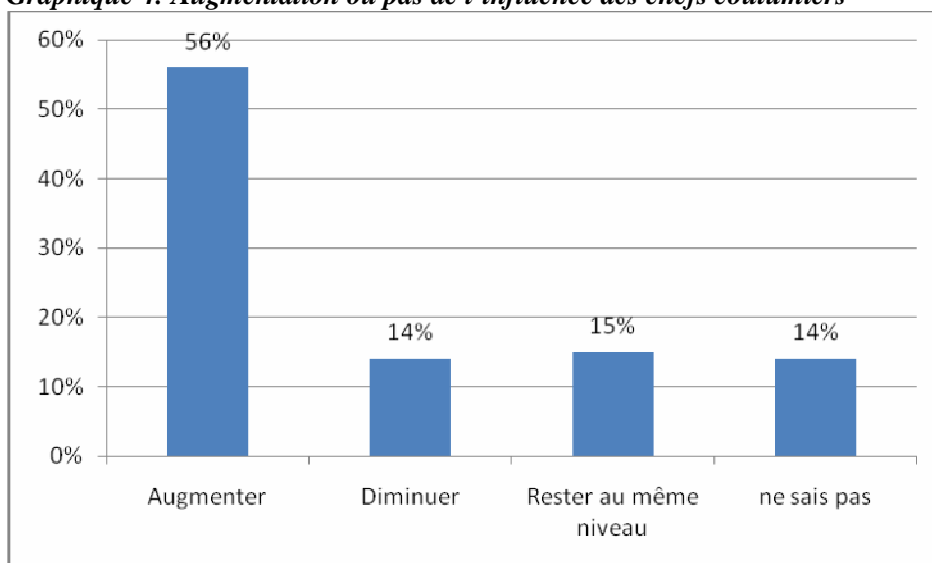
L'influences des chefs coutumiers dans la gouvernance de la communauté locale

Les Burkinabè en majorité (56%) pensent que l'influence des chefs coutumiers dans la gouvernance locale devrait augmenter, contre 14 pour cent qui pensent le contraire (voir Graphique 4).

³ Personne n'ayant pas reçu d'enseignement formel ou enseignement informel seulement (y compris l'enseignement coranique).

⁴ Personne ayant au moins le niveau de l'enseignement primaire.

Graphique 4: Augmentation ou pas de l'influence des chefs coutumiers



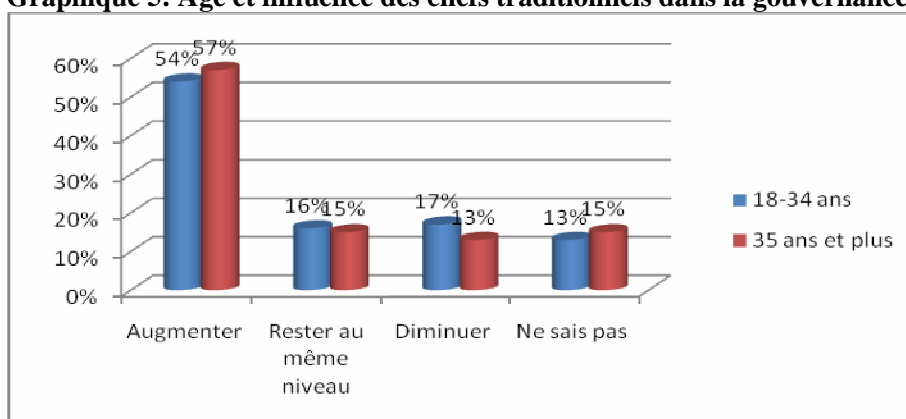
Source : Enquête Afrobaromètre, Round 4, Burkina 2008

Question: « Pensez-vous que l'influence des chefs coutumiers devrait augmenter, rester au même niveau ou diminuer dans la gouvernance de la communauté locale? »

L'influence des chefs coutumiers dans la gouvernance de la communauté locale devraient s'augmenter selon plus de la moitié (57%) des répondants vivant en milieu rural, contre la moitié (51%) pour ce qui concerne l'opinion des citadins. S'agissant de la diminution de l'influence des chefs traditionnels, seule une minorité, que ce soit en ville ou en campagne, est favorable à cette option (14% pour les répondants du milieu rural et 19% pour les répondants du milieu urbain)⁵.

La majorité des répondants, quelle que soit la tranche d'âge, est favorable à ce que l'influence des chefs coutumiers augmente dans la gouvernance de la communauté locale : 57% des répondants âgés d'au moins 35 ans et 54% des jeunes de 18 à 34 ans y sont favorables (Graphique 5) :

Graphique 5: Age et influence des chefs traditionnels dans la gouvernance locale



Source : Enquête Afrobaromètre, Round 4, Burkina 2008

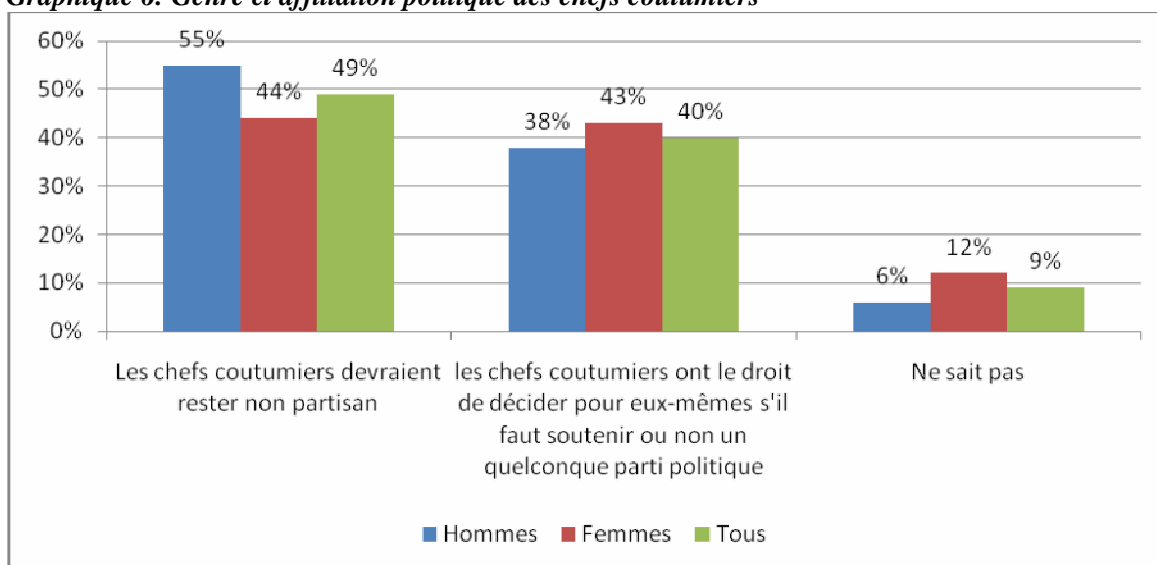
⁵ Notons également que 15% des ruraux et 15% des citadins pensent que cette influence devrait rester au même niveau.

Quant à l'influence des chefs traditionnels dans la gouvernance locale, pour plus de la moitié des non instruits et des instruits, elle devrait s'augmenter⁶. Mais c'est au niveau des instruits qu'on pense le plus que cette influence devrait diminuer. Précisément, 23% des instruits pensent que l'influence des chefs traditionnels devrait diminuer contre 12% des non instruits

La participation des chefs coutumiers dans la politique p[artisan]e

Dans une démarche non partisane, environ la moitié des enquêtés (49%) estime que les chefs traditionnels doivent représenter toutes leurs populations à égalité et être non affiliés à un parti politique. Les hommes (55%), davantage que les femmes (44%), pensent que les chefs coutumiers doivent représenter toutes leurs populations à égalité et devraient rester non partisans et non affiliés à un parti politique (voir graphique 6).

Graphique 6: Genre et affiliation politique des chefs coutumiers



Source : Enquête Afrobaromètre, Round 4, Burkina 2008

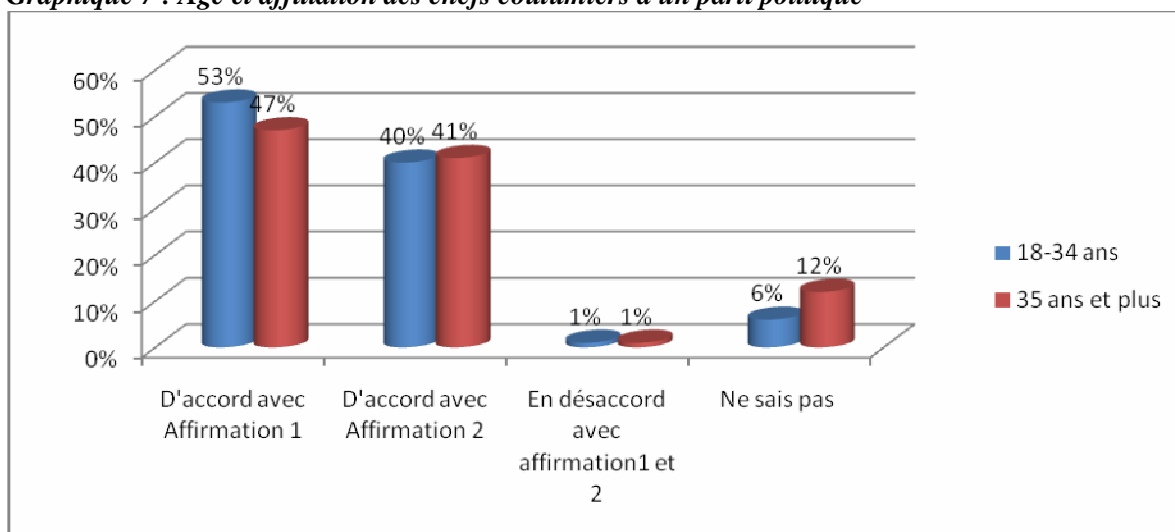
Question : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Affirmation 1: Les chefs coutumiers doivent représenter toutes leurs populations à égalité. Ils devraient rester nonpartisans et non affiliés eux-mêmes à aucun parti politique. Affirmation 2: Les chefs coutumiers sont des citoyens comme tout le monde et ont le droit de décider pour eux-mêmes s'il faut soutenir ou non un quelconque parti politique

S'agissant de l'affiliation ou de la non-affiliation des chefs coutumiers à un parti politique, ce sont davantage les citadins (plus de 53%) que les ruraux (48%) qui pensent que les chefs doivent représenter toutes leurs populations à égalité et devraient rester non partisans et non affiliés à un parti politique. Une minorité de répondants pense au contraire que les chefs traditionnels sont des citoyens comme tout le monde et ont le droit de décider pour eux-mêmes s'il faut soutenir ou non un quelconque parti politique. Ces opinions minoritaires ont à peu près la même proportion en ville et en campagne (respectivement 40% et 41%).

Les jeunes de 18 à 34ans tout comme les personnes âgées de plus de 35ans sont attachés à l'idée que les chefs coutumiers doivent représenter toutes leurs populations à égalité et qu'ils devraient rester non partisans et non affiliés eux-mêmes à un parti politique. Mais les plus jeunes sont davantage favorables à une représentation non partisane des chefs traditionnels que les moins jeunes (53% et 47% respectivement).

⁶ 57% des burkinabè non instruits pensent qu'elle doit augmenter et 51% des instruits le pensent également.

Graphique 7 : Age et affiliation des chefs coutumiers a un parti politique⁷



Source : Enquête Afrobaromètre, Round 4, 2008

Question : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Affirmation 1: Les chefs coutumiers doivent représenter toutes leurs populations à égalité. Ils devraient rester nonpartisans et non affiliés eux-mêmes à aucun parti politique. Affirmation 2: Les chefs coutumiers sont des citoyens comme tout le monde et ont le droit de décider pour eux-mêmes s'il faut soutenir ou non un quelconque parti politique

Une grande majorité des instruits (environ 59%) estime que les chefs coutumiers doivent représenter toutes leurs populations à égalité et devraient donc rester non partisans et non affiliés eux-mêmes à un parti politique, contre un pourcentage moindre et inférieur à 50% pour les non instruits (49%) qui partage la même opinion.

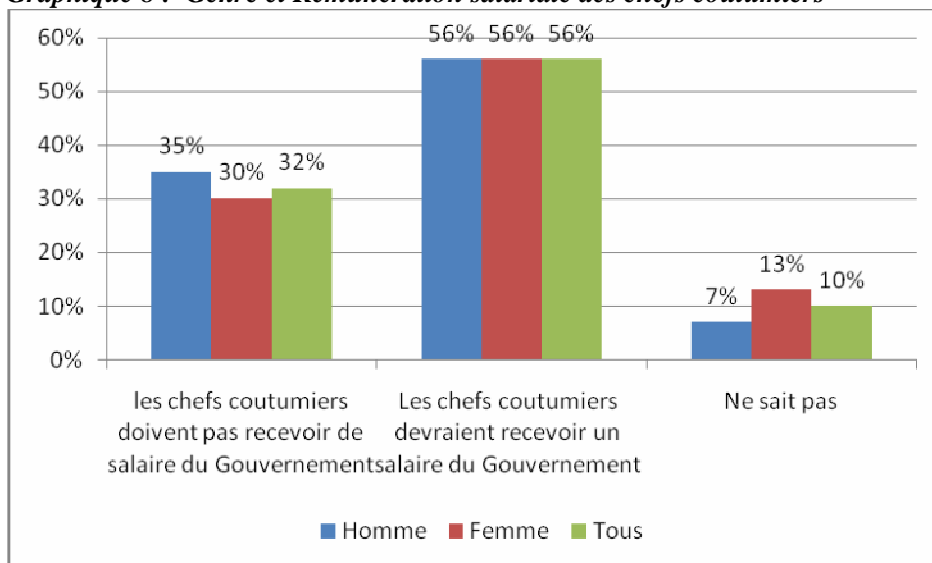
Rémunération salariale des chefs coutumiers

Pour la majorité des Burkinabé, pour service rendue à la communauté, les chefs traditionnels devraient être rémunérés par le Gouvernement. En effet 56% des Burkinabé pense que les chefs coutumiers devraient recevoir un salaire du Gouvernement parce qu'ils servent leur communauté. Par contre 32% pense que pour mieux servir leurs populations ils doivent rester indépendants et ne doivent pas recevoir de salaire du Gouvernement. Les hommes (35%) sont plus nombreux que les femmes (30%) à estimer que pour mieux servir leurs populations, les chefs coutumiers doivent rester indépendants du Gouvernement et ne doivent pas recevoir de salaire de celui-ci (voir graphique 8) :

⁷ Affirmation 1: Les chefs coutumiers doivent représenter toutes leurs populations à égalité. Ils devraient rester non partisans et non affiliés eux-mêmes à aucun parti politique.

Affirmation 2: Les chefs coutumiers sont des citoyens comme tout le monde et ont le droit de décider pour eux-mêmes s'il faut soutenir ou non un quelconque parti politique.

Graphique 8 : Genre et Rémunération salariale des chefs coutumiers



Source : Enquête Afrobaromètre, Round 4, Burkina 2008

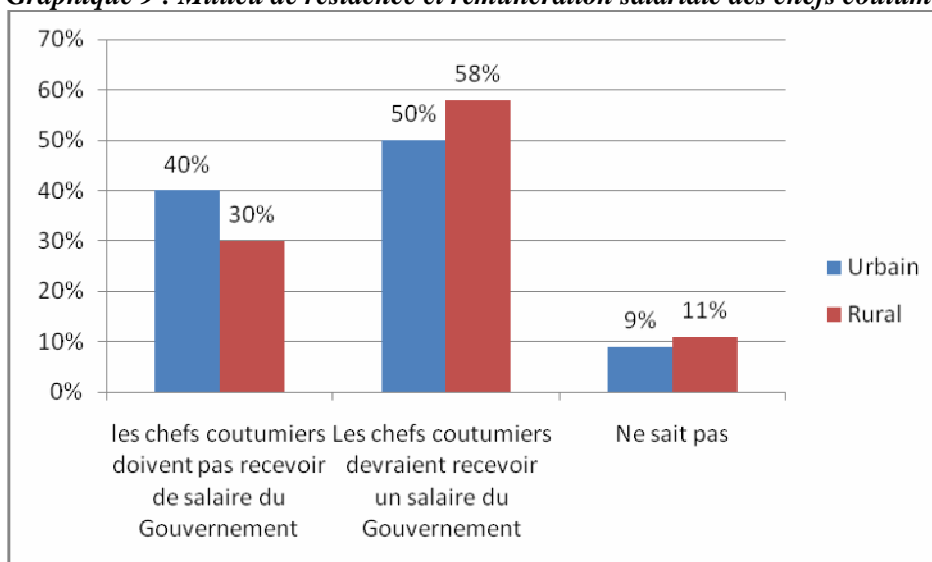
Question : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Pour mieux servir leurs populations, les chefs coutumiers doivent rester indépendants du Gouvernement. Ils ne doivent pas recevoir de salaire du Gouvernement.

Affirmation 2: Les chefs coutumiers servent leurs communautés et le Gouvernement et devraient recevoir un salaire du Gouvernement pour leur travail.

Les répondants ruraux sont plus nombreux à penser que les chefs coutumiers servent leurs communautés et le Gouvernement et devraient par conséquent recevoir un salaire du Gouvernement pour leur travail. En effet, ils sont environ 58% à être d'accord avec cette idée contre une proportion moindre, environ la moitié pour ceux qui habitent les villes du Burkina Faso (graphique 9)

Graphique 9 : Milieu de résidence et rémunération salariale des chefs coutumiers



Source : Enquête Afrobaromètre, Round 4, Burkina 2008

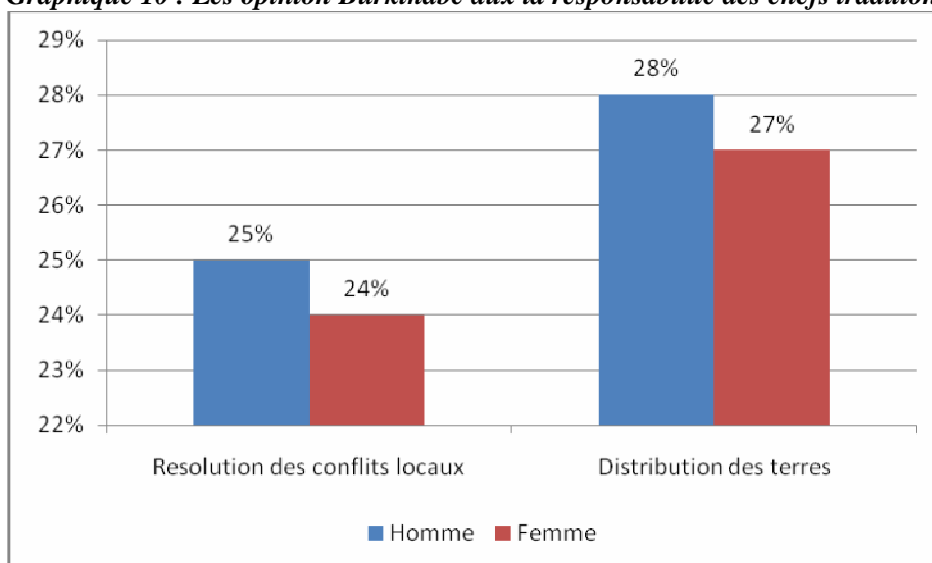
Les répondants de 18 à 34 ans et ceux âgés de plus de 35 ans sont favorables à l'idée que les chefs coutumiers servent leurs communautés et le Gouvernement, et devraient par conséquent recevoir un salaire du Gouvernement pour leur travail ; les plus jeunes étant davantage (57%) favorables que les moins jeunes (53%) à cette idée. Seulement 35% et 33% respectivement d'entre eux sont favorables à ce que les chefs coutumiers restent indépendants du gouvernement en ne percevant pas de salaire.

Dans le domaine éducatif, les non instruits pensent en grande majorité (58%) que les chefs coutumiers servent leurs communautés et le Gouvernement, et devraient donc recevoir un salaire du Gouvernement pour leur travail. Cette opinion est nettement moins partagée au niveau des instruits (47%).

Responsabilité des chefs traditionnels dans la résolution des conflits locaux et la distribution des terres

Pour ce qui concerne les tâches de la communauté, les responsabilités des chefs coutumiers aux yeux des Burkinabé se situent principalement aux niveaux de la résolution des conflits locaux et de la distribution des terres. Cependant à des proportions très faibles, ils pensent que les chefs coutumiers devraient intervenir dans la gestion des centres de santé, dans la gestion des écoles et dans le maintien de la loi et de l'ordre. En effet, ils sont seulement 1%, respectivement 2% et 3% à estimer que les chefs traditionnels en sont responsables. S'agissant de responsabilités des chefs coutumiers, aussi bien les femmes que les hommes estiment que les chefs devraient s'occuper davantage de la résolution des conflits locaux et de la distribution des terres (Voir graphique 10).

Graphique 10 : Les opinions Burkinabé aux la responsabilité des chefs traditionnels



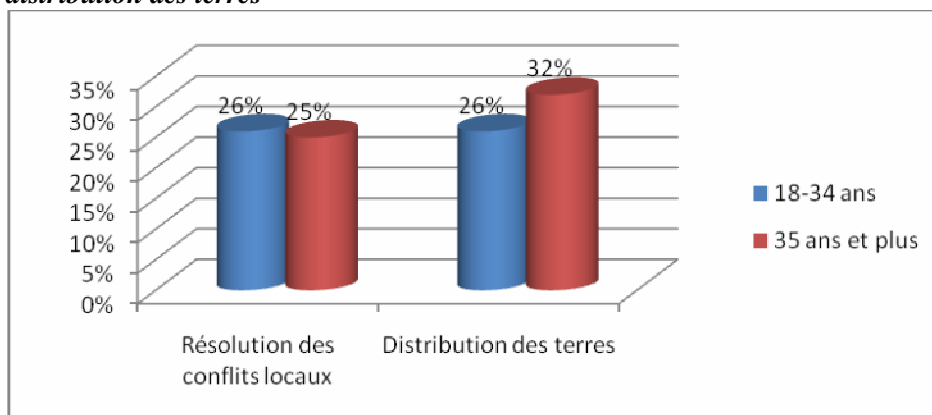
Source : Enquête Afrobaromètre, Round 4, Burkina 2008

Quant aux responsabilités assignées aux chefs coutumiers, environ 31% des individus interrogés en milieu rural pensent que la distribution des terres leur incombe, contre seulement environ 19% des répondants de la ville qui partagent la même opinion. Il en est de même concernant la résolution des conflits. Environ les mêmes proportions de répondants, aussi bien en milieu rural que urbain, estiment que la résolution des conflits devrait incomber aux chefs traditionnels (respectivement 25% et 23%).

Les opinions sur les responsabilités incombant le plus aux chefs coutumiers, à savoir la résolution des conflits locaux et la distribution des terres, ne semblent pas connaître de variations

significatives suivant l'âge du répondant, en particulier en ce qui concerne la résolution des conflits. Toutefois, on note une légère différence en ce qui concerne l'attribution des terres : 26% des jeunes de 18 à 34ans contre 32% des plus de 35 ans cite cette responsabilité comme devant incomber aux chefs (Graphique 11)

Graphique 11 : Age et responsabilité des chefs traditionnels dans la résolution des conflits et la distribution des terres



Source : Enquête Afrobaromètre, Round 4, Burkina 2008

Concernant le rôle des chefs coutumiers dans la distribution des terres et dans la résolution des conflits locaux, les avis sont partagés entre non instruits et instruits. En effet, ils sont environ 25% des non instruits et 26% des instruits qui estiment que les chefs coutumiers sont responsables de la résolution des conflits locaux. Et également en proportion proche respectivement 29% pour les non instruits et 27% pour les instruits à estimer que les chefs sont responsables de la distribution des terres

Conclusion

Selon les résultats de cette enquête, on notera que les chefs traditionnels du Burkina jouissent beaucoup de soutien et de respect des gens. La majorité des Burkinabés ont confiance en leurs chefs traditionnels, ce qui est parfois plus élevé que celui d'autres institutions modernes. Par conséquent, ils veulent que leurs chefs restent non partisan, mais en même temps, qu'ils perçoivent un salaire du gouvernement.

The **Afrobarometer** is produced collaboratively by social scientists from 20 African countries. Coordination is provided by the Center for Democratic Development (CDD-Ghana), the Institute for Democracy in South Africa (Idasa), and the Institute for Empirical Research in Political Economy (IREEP) in Benin. We gratefully acknowledge the generous support of the Canadian International Development Agency (CIDA), the UK Department for International Development (DfID), the Royal Danish Ministry of Foreign Affairs (RDMFA/DANIDA), the Swedish International Development Agency (SIDA), and the United States Agency for International Development (USAID) for Afrobarometer Round 4 research, capacity building and outreach activities. For more information, see: www.afrobarometer.org